

D 999 NICARAGUA: RÉFLEXIONS SUR L'AFFAIRE CARDENAL

Après l'exclusion de Fernando Cardenal de la Compagnie de Jésus (cf. DIAL D 995), et contrairement aux informations véhiculées par la suite, il n'y a pas eu de sanctions canoniques contre les prêtres participant au gouvernement nicaraguayen. Miguel d'Escoto est sous la juridiction ecclésiastique de la Société des missions étrangères de Maryknoll; Ernesto Cardenal dépend du diocèse de Juigalpa, dont l'évêque est Mgr Pablo Vega, président de la conférence épiscopale; Fernando Cardenal, depuis qu'il n'est plus jésuite, n'est pas actuellement incardiné dans un diocèse du pays; quant à Edgar Parrales, du diocèse d'Estelí, il a demandé sa réduction à l'état laïc.

Vu l'importance du débat politico-religieux porté au premier plan de l'actualité par l'affaire de Fernando Cardenal, nous donnons ci-après une longue réflexion publiée par la revue "Envio", de l'Institut historique centro-américain de Managua, dans son numéro de janvier 1985. On sait que l'Institut historique est sous la direction des jésuites nicaraguayens. Ce document peut donc être considéré comme le reflet de ce que pense la communauté jésuite du pays. Le rappel des faits n'exclut pas, par moment, une certaine âpreté dans le ton, âpreté qui n'étonnera que ceux se situant en dehors d'un débat crucial pour les chrétiens qui ont largement contribué à la chute de Somoza.

Mais on relèvera aussi dans ce document les suites inattendues de l'affaire Cardenal: la condamnation explicite - pour la première fois - de l'agression aux frontières, à travers les déclarations des évêques d'Estelí, de Matagalpa et de Bluefields, les 13, 18 et 20 décembre 1984; la réouverture du dialogue entre la conférence épiscopale et le gouvernement, le 24 décembre suivant.

Note DIAL

LA DÉCISION DU P. FERNANDO CARDENAL,

QUESTIONS DE FOND

par l'Institut historique centro-américain

Un long conflit et une nouvelle loi ecclésiastique

Outre le P. Fernando Cardenal (ministre de l'éducation depuis juillet 1984, après avoir été coordinateur national de Jeunesse sandiniste et vice-coordinateur national des Comités de défense sandinistes), il y a trois autres prêtres impliqués dans ce conflit: Miguel d'Escoto, religieux de la Congrégation Maryknoll, et ministre des affaires étrangères depuis 1979; Ernesto Cardenal, prêtre diocésain, et ministre de la culture depuis 1979; et Edgar Parrales, prêtre diocésain, ambassadeur du Nicaragua auprès de l'OEA depuis 1982, auparavant ministre du bien-être social. De par leur

condition de prêtres diocésains, Ernesto Cardenal et Edgar Parrales dépendent directement de leurs évêques (respectivement Mgr Pablo Vega, évêque de Juigalpa, et Mgr Rubén López, évêque d'Estelí). Dans le cas de Fernando Cardenal et de Miguel d'Escoto, ce sont les supérieurs de leurs ordres religieux qui en ont la responsabilité directe. C'est à ce titre que les autorités jésuites ont agi auprès de Fernando Cardenal.

Les tensions publiques entre les évêques nicaraguayens et ces quatre prêtres ont commencé en mai 1980, dans les jours qui ont immédiatement suivi la première crise au sein du gouvernement d'union nationale, avec la démission d'Alfonso Robelo (le 22 avril) (1). Les évêques ont alors, par un communiqué public, demandé aux prêtres de renoncer à leurs charges car "les circonstances exceptionnelles" qui avaient motivé leurs nominations n'existaient plus. La demande des évêques - qui n'était pas comminatoire - a été à l'origine de la visite au Vatican d'une délégation officielle du gouvernement révolutionnaire. (Arturo Cruz en faisait partie, car il était alors l'un des cinq membres de la junte gouvernementale (2).) En janvier 1981, les prêtres ont eu des conversations avec les évêques sur le sujet. Tous ces pourparlers et dialogues ont contribué à la détente et ont en fait permis que se prolonge la situation des prêtres dans un cadre juridique non remis en question.

Le 1er juin 1981, de façon inattendue, la demande des évêques aux prêtres de mai 1980 est devenue un ultimatum sévère. Le communiqué des évêques disait:

"Nous déclarons que, si les prêtres qui occupent des postes publics et exercent des fonctions de parti n'abandonnent pas ces responsabilités le plus rapidement possible pour se réintégrer entièrement dans leur ministère sacerdotal spécifique, nous les considérerons comme étant en attitude d'insubordination ouverte et de désobéissance formelle vis-à-vis de l'autorité ecclésiastique légitime, donc exposés aux sanctions prévues par les lois de l'Eglise" (3).

Cet ultimatum a provoqué la plus grande des crises jamais éclatées jusqu'alors à l'intérieur de l'Eglise du Nicaragua. Ses répercussions se sont fait sentir jusque dans les milieux théologiques les plus importants en Europe et en Amérique latine; des dizaines de théologiens ont pris la défense des prêtres du Nicaragua, en demandant aux évêques d'entrer en dialogue avec les intéressés plutôt que de leur appliquer des sanctions.

Cette crise a été à l'origine de l'envoi d'une nouvelle délégation officielle auprès du Vatican. Les autorités vaticanes avec, à leur tête, le cardinal Casaroli ont recommandé aux évêques de modifier leur ultimatum. Elles ont suggéré un accord entre les évêques et les prêtres, lequel s'est alors effectivement concrétisé: les prêtres pouvaient continuer d'exercer leurs charges politiques mais ils devaient renoncer à l'exercice du ministère sacerdotal (célébrer la messe, administrer les sacrements, etc.) en public et en privé, tant au Nicaragua qu'à l'étranger, sans que ce renoncement revête un caractère de sanction. Cet accord auquel les parties étaient arrivées en juillet 1981 est resté en vigueur jusqu'au moment où le Père Fernando Cardenal a été mis dans l'obligation de choisir. Pendant des années, donc, la situation des quatre prêtres n'a été ni de "rébellion" ni de "défi" envers le pape, mais elle s'est inscrite dans le cadre d'une exception publiquement reconnue, tandis que les quatre concernés ont scrupuleusement rempli les conditions qui leur avaient été imposées.

(1) A l'époque, ce n'étaient pas moins de dix prêtres qui exerçaient de hautes fonctions au gouvernement et dans l'administration du pays (NdT).

(2) Après sa rupture avec le régime, en mars 1981, après avoir été membre du gouvernement puis ambassadeur du Nicaragua aux Etats-Unis, Arturo Cruz est devenu en 1984 le candidat à la présidence au titre de la Coordination démocratique, une coalition de trois partis d'opposition qui a finalement résolu de ne pas se présenter aux élections (NdT).

Avec l'entrée en vigueur du nouveau Code de droit canonique (loi fondamentale de l'Eglise catholique) promulgué le 27 novembre 1983, le sujet est revenu au premier plan, sous l'angle juridique. Jusqu'alors l'argumentation des évêques nicaraguayens et des autres personnes opposées à la permanence des prêtres dans des charges publiques avait toujours reposé sur l'appréciation en vertu de laquelle les "circonstances exceptionnelles" ou "d'urgence" n'existaient plus. Depuis la promulgation du nouveau code, l'argumentation repose désormais sur la situation juridique ainsi créée. Dans les deux argumentations, il n'est pas difficile de discerner en arrière-plan un jugement où un objectif politique concernant le gouvernement sandiniste.

Le canon 285 du nouveau code détermine l'interdiction faite aux prêtres "de remplir les charges publiques qui comportent une participation à l'exercice du pouvoir civil". La nouveauté, par rapport au code précédent, est qu'il n'est pas fait mention d'exceptions éventuelles. Sur ce point, la loi est aujourd'hui plus sévère; cela explique que, depuis décembre 1983, il y a eu des insinuations fréquentes de la part du Vatican et des évêques nicaraguayens sur la nécessité pour les prêtres de respecter la loi. Cependant, ni le Vatican ni les évêques n'ont jamais dit clairement au gouvernement nicaraguayen que l'accord de juillet 1981 n'était plus en vigueur. L'omission vient peut-être des tensions accumulées dans les relations entre l'Eglise et l'Etat, tout au long de ces années et pour des raisons diverses.

Quand on parle du cas des prêtres nicaraguayens on parle des sanctions juridiques que sont susceptibles de recevoir les prêtres s'ils ne se décident pas à renoncer à leurs postes. Tout porte à croire cependant que le nouveau canon 285, dans sa nouvelle sévérité, ne peut s'appliquer à d'Escoto, à Parrales et à Ernesto Cardenal car leur nomination comme ministres est antérieure à la promulgation de la nouvelle législation, laquelle n'a pas d'effet rétroactif, sauf stipulation expresse (canon 8), ce qui n'est pas le cas du canon 285.

Quoi qu'il en soit, le canon 285 ne fait mention d'aucune sorte de sanction qui serait applicable au contrevenant. Si les prêtres se refusent à laisser leurs charges, on ne peut aucunement les frapper d'une sanction définitive ni non plus, d'une manière habituelle, leur imposer des sanctions plus graves (excommunication, interdit, réduction à l'état laïc). Ainsi en dispose le canon 1349. C'est également un fait - encore que le cas du P. Fernando Cardenal donne prise au doute - que, même si le canon 285 ne fait pas mention d'exceptions, il n'y a pas de raison de ne pas en envisager puisque la loi ecclésiastique est, de l'avis même de Jean-Paul II, subordonnée "au primat de la foi, de la grâce et des charismes (...) et, surtout, de la charité" (cf. constitution apostolique *Sacrae Disciplinae Legis*, du 25 janvier 1983).

La nomination, en juillet 1984, du P. Fernando Cardenal comme ministre de l'éducation a relancé la polémique sur les prêtres nicaraguayens. Parce qu'elle arrivait à un moment de grande tension entre l'Eglise et l'Etat, suite à l'expulsion du Nicaragua de dix prêtres par les autorités révolutionnaires (4), alors que presque tous les canaux de consultation et de dialogue étaient pratiquement fermés, cette nomination a été interprétée par le Vatican comme un défi. Alors qu'en août dernier on parlait avec insistance de la nécessité pour les prêtres de faire leur choix avant la fin de ce mois-là, ce n'est que dernièrement qu'a eu lieu l'exclusion des jésuites pour le P. Fernando Cardenal, lequel conserve son sacerdoce. Le 7 janvier, Miguel d'Escoto et les frères Cardenal ont été confirmés à leurs

(3) Cf. dossier sur l'affaire des prêtres au gouvernement: DIAL D 720 (NdT).

(4) Cf. DIAL D 959 et 987 (NdT).

postes dans le nouveau cabinet ministériel par le président élu, le commandant Daniel Ortega. La porte restait ainsi ouverte pour de nouvelles polémiques ou pour des décisions définitives dans le cadre du dialogue renoué entre le gouvernement, d'une part, la conférence épiscopale et la nonciature, d'autre part.

1ère question: Qu'est-ce qu'être prêtre? La loi et l'esprit

"La sanction contre le Père n'est pas correcte. Sa condition de prêtre, elle est là précisément pour le bénéfice du peuple et des pauvres, car il a toujours été de notre côté. Il a lutté pour qu'il n'y ait pas la guerre, il a parlé avec le peuple au nom de Dieu." Ainsi s'est exprimé dans les journaux nicaraguayens Manuel Cerda, 19 ans, vendeur sur un marché de Managua, en apprenant la décision juridique concernant le P. Fernando Cardenal. C'est là une des nombreuses déclarations par lesquelles le peuple a exprimé sa souffrance, sa surprise et son soutien à celui qu'il a toujours considéré comme ministre de Dieu et ministre du peuple (5).

L'essence du sacerdoce chrétien, conformément à la tradition issue de Jésus de Nazareth, est très simplement exprimée dans la phrase du vendeur de Managua. Il parle de la partialité du prêtre au bénéfice des pauvres, en harmonie avec la partialité de Dieu au bénéfice des opprimés, qui s'est manifestée de façon définitive en Jésus pauvre et libérateur des pauvres. Il parle surtout du dialogue de Dieu avec le peuple, que le prêtre continue dans son approche du peuple pour se mettre à son service. Tous éléments qui sont essentiels au sacerdoce chrétien.

De nombreux secteurs du peuple nicaraguayen ont toujours vu le prêtre en Fernando Cardenal. Organisateur de manifestations non violentes en faveur des prisonniers politiques, animateur de jeunes pour un authentique engagement chrétien et révolutionnaire, membre du Groupe des douze par manière de défi à la corruption somoziste et de recherche de la solidarité internationale avec la cause de la révolution, coordinateur de la campagne qui a appris à lire à ceux qui ne le savaient pas, membre fondateur et exécutif de Jeunesse sandiniste, vice-coordinateur des hommes et des femmes organisés en comités de défense des quartiers et des villes, puis - finalement - ministre de l'éducation et donc premier responsable de la formation des enfants et des jeunes du Nicaragua, Fernando Cardenal a élargi par toutes ces tâches les dimensions normales du sacerdoce catholique dans l'Eglise. Et le peuple fidèle l'a vu ainsi.

La nouveauté des dimensions qu'il a données à son sacerdoce a été à l'origine du conflit. Tout au long de cet élargissement, le monde de la loi selon laquelle se structure le sacerdoce catholique n'a plus correspondu à l'esprit de la vocation de ce prêtre catholique. Dans la logique de l'Evangile, qui est la logique de l'esprit et non de la loi, les gardiens de la loi auraient pu dialoguer et permettre l'exception, car c'est en tolérant des exceptions à la loi que celle-ci ne fait pas obstacle à l'esprit de la vie, lequel, nous dit Jésus, "souffle où il veut et personne ne sait d'où il vient ni où il va" (Jean 3,8). Il aurait été important de discerner avec sérieux si une telle exception respectait l'esprit de la loi, si l'essence du sacerdoce chrétien se réalisait en Fernando Cardenal, et si son sacerdoce se réalisait conformément au charisme de l'Ordre jésuite. Il semble que c'eût été là, pour les gardiens de la loi dans l'Eglise, une occasion de repousser la tentation d'appliquer la loi pour elle-même sans la confronter de façon créative avec la liberté de l'Evangile; ils auraient été ainsi davantage "les gérants des mystères de Dieu" (I Cor 4, 11).

(5) "Ministres de Dieu, ministres du peuple": titre du livre d'interviews publié par Teófilo Cabestrero et traduit en français sous le titre "Des prêtres au gouvernement, l'expérience du Nicaragua", aux Editions Karthala (NdT).

Pour parvenir à ce discernement, il aurait été très important de consulter le peuple croyant du Nicaragua, qui a été sacerdotalement servi par Fernando Cardenal et qui a vu le prêtre en lui. Le point de vue de la communauté chrétienne vivant le choix des pauvres (ce "sensus fidelium", ce sens inné des chrétiens authentiques dont parle Vatican II) s'est très souvent exprimé au Nicaragua, depuis 1981, de façon publique et privée. La communauté chrétienne a fait savoir son soutien, son respect, son estime, son souci que, par le dialogue, l'esprit de l'Evangile prévale sur la lettre de la loi. A l'occasion de la décision juridique concernant Fernando Cardenal, le peuple du Nicaragua, à l'égal du peuple de Dieu dans de nombreuses parties du monde, a de nouveau fait entendre sa voix en ce sens.

La tension entre la loi et l'esprit, entre l'institution tentée d'accorder à la loi un poids excessif dans l'affirmation de son identité et l'institution appelée à un évangile de liberté et de service, a été l'occasion de nous donner, au Nicaragua, de nouveaux éléments pour réfléchir sur la signification du sacerdoce, sur son essence et sur son avenir dans le monde d'aujourd'hui.

2e question: Quelle est aujourd'hui la mission de l'Eglise? Marxisme et christianisme, Europe et Amérique latine.

Le conflit qu'a expérimenté le P. Fernando Cardenal revêt toutes les caractéristiques d'une véritable objection de conscience, en vertu de laquelle "la profonde conviction qu'a tout homme devant Dieu" (2 Cor 4,2) l'empêche d'accepter l'application normale et prudente de la loi.

Dans de nombreux cas - c'est celui du P. Cardenal - l'objection de conscience prétend juger l'histoire présente et parier sur un avenir de renouveau. En leur temps, les disciples de Jésus de Nazareth ont prétendu que le sort du peuple d'Israël passait par l'acceptation du fait que Dieu faisait totalement sienne la vie d'un artisan assassiné par les chefs religieux et politiques; en prenant la défense de la cause de Jésus, ils faisaient une objection de conscience à toutes les lois et traditions dans lesquelles ils avaient été élevés. En son temps Thomas More a prétendu que l'avenir de la foi chrétienne passait par l'unité des communautés avec la tradition romaine; pour défendre ses idées, il a présenté une objection de conscience au roi et aux autorités religieuses d'Angleterre. Aujourd'hui, en présentant son objection de conscience, Fernando Cardenal prétend que l'avenir de l'Eglise en Amérique latine passe par l'union des chrétiens et des non-croyants qui parient sur des mouvements révolutionnaires comme celui qui se produit au Nicaragua. C'est là une prétention audacieuse pour un avenir qui apparaît si lointain. Elle est aussi audacieuse que l'a été, en son temps, la prétention selon laquelle un crucifié était la clé religieuse de l'histoire, ou celle selon laquelle le pape romain corrompu de la Renaissance était, malgré tout, l'héritier légitime de Pierre, le pêcheur de Galilée.

Pour certains de ceux qui détiennent aujourd'hui l'autorité dans l'Eglise, le phénomène révolutionnaire du Nicaragua n'est rien d'autre qu'une nouvelle tentative du marxisme-léninisme pro-soviétique pour établir une tête de pont sur le continent américain. L'avenir du Nicaragua est ainsi interprété comme le renforcement d'un projet totalitaire et autoritaire. Et quand le Nicaragua revendique l'indépendance face à l'hégémonie nord-américains, cette attitude est source de crainte car il est entendu que tout affaiblissement de l'hégémonie des Etats-Unis se soldera par une restriction accrue des espaces de liberté, en particulier de liberté religieuse, dans les pays pro-soviétiques de l'Europe de l'Est.

Alors que, dans leur très grande majorité, les autorités ecclésiastiques admettent et dénoncent l'exploitation de l'homme et le matérialisme de la société de consommation qui caractérisent le système capitaliste, la plupart d'entre eux - par formation, par appartenance idéologique, voire par localisation géographique - font parfaitement confiance à la capacité de l'Etat démocratique et représentatif des pays capitalistes pour réformer de façon humaine toutes ces exploitations. Parallèlement, ils disqualifient l'Etat "totalitaire" - c'est-à-dire tout ce qui ne s'ajuste pas au modèle de la démocratie représentative - car ils n'ont pas confiance dans sa capacité d'humaniser les erreurs du socialisme. Ce "deux poids, deux mesures" appliqué aux deux modèles d'Etat est hautement discutable. La réaction du gouvernement nord-américain à la première rédaction de lettre pastorale des évêques sur l'économie capitaliste et ses défis montre l'incapacité du système à se réformer humainement. L'apparition de la misère dans les pays d'Europe les plus avancés, en cette heure de crise économique, vient confirmer cette incapacité.

Dans les études de la Commission trilatérale - expression du capitalisme avancé de la révolution technologique actuelle - sur la démocratie, il est montré que la démocratie représentative est menacée par les mouvements de participation populaire qui mettent en question la constitution élitaire du pouvoir dans les sociétés industrielles avancées. Il est fait état du refus de la démocratie participative, à laquelle on ne reconnaît pas la qualité de base réelle à la démocratie représentative ni même de complément à celle-ci. L'histoire contemporaine de l'Eglise catholique, en particulier dans les pays européens, voit nombre de ses autorités partager de tels points de vue.

L'adaptation de l'Eglise à des situations nouvelles radicalement différentes, l'irruption de la voix du peuple dans les débats ecclésiastiques, la construction des communautés par la participation active de tous leurs membres, les nouvelles formulations ainsi que les nouveaux rites et services dans l'Eglise, tout cela préoccupe profondément nombre d'autorités ecclésiastiques car elles y voient une cause d'instabilité qui peut devenir dangereuse. Cette méfiance correspond à la crainte des élites politiques devant la démocratie participative.

C'est également de ce point de vue que le nouveau Nicaragua peut être considéré par les autorités ecclésiastiques comme un danger. De même qu'aux Etats-Unis on qualifie de "radicaux" les activistes populaires qui luttent pour des programmes de plus grande justice sociale, de même l'Eglise catholique taxe d'"Eglise populaire" des mouvements qui surgissent en Amérique latine dans le sens d'une plus grande fidélité au choix de Dieu et de Jésus pour les pauvres.

L'histoire du monde actuel - il en a peut-être toujours été ainsi - est profondément conflictuelle. Le conflit Est-Ouest, celui qui met aux prises deux modèles de société du monde industriel, traverse l'histoire qu'il nous a été donné de vivre. L'Eglise catholique, bien qu'elle sache qu'en l'an 2000 la moitié des catholiques vivront en Amérique latine et en marge du monde industriel avancé, n'en continue pas moins d'envisager l'avenir à partir d'une vision euro-péo-centrique du monde. Et l'Europe, sous le leadership des Etats-Unis qui sont les fils de la civilisation européenne, pense l'histoire du monde en termes de conflit Est-Ouest. C'est une limitation, car il s'agit d'un conflit dont l'axe traverse uniquement l'hémisphère nord, celui des sociétés très développées. Hors de cette perspective il y a le conflit Nord-

Sud, qui met aux prises les peuples riches et les peuples appauvris. Ce deuxième conflit n'a pas seulement des composantes économiques et politiques. Il est aussi d'ordre culturel. Si, en Europe, il n'a pas été possible jusqu'à maintenant d'ouvrir des chemins pour une collaboration entre les projets socialistes de l'Est et les perspectives religieuses de l'Ouest, il nous est dénié qu'en Amérique latine il soit possible de le faire. C'est pourquoi on ferme les yeux sur la nouveauté du Nicaragua, on procède à des simplifications ou on se refuse au nouveau, en nous mettant les étiquettes habituelles utilisées en Europe: "tactiques marxistes", "persécution religieuse"... Le fait inédit dans l'histoire, celui de chrétiens et de marxistes unis dans une tâche révolutionnaire, est ainsi disqualifié comme étant une ingénuité, un effet du volontarisme des chrétiens, ou comme la dernière tentative en date d'une idéologie intrinsèquement perverse pour les abuser et les tromper.

Tous ces points de vue politiques, culturels et sociaux ne prennent pas au sérieux les pays du tiers-monde, lesquels luttent pour un non-alignement réel, pour leur indépendance nationale et pour leur libération intégrale. Dans la perspective théologique, ces points de vue font l'impasse sur le fait que l'Eglise de Dieu est plus que l'Eglise catholique ou que les Eglises chrétiennes. Elle est dans "l'Eglise" formée par tous les hommes justes - croyants ou non - ("l'Eglise d'Abel", selon la vieille formule de l'évêque St Augustin), celle de tous les groupes humains qui font des choix historiques vraiment humains dans lesquels Dieu est à l'oeuvre. Elle est dans l'histoire humaine - et pas seulement dans l'Eglise institutionnelle - où l'Esprit de Dieu et celui de Jésus suscitent des initiatives qui ne sont pas toujours en lien avec une confession explicite de la foi en Dieu ni avec une adhésion à l'Eglise. C'est dans cette histoire que l'Eglise est appelée à être levain, ferment et sel. Mais elle ne pourra être telle que si elle assume avec clairvoyance tout ce qu'il y a de chrétien dans l'histoire et dont elle n'a pas le monopole.

La tension entre une vision par trop européenne du monde et de la foi, et une vision nouvelle, latino-américaine, s'inscrit en filigrane dans le conflit des prêtres nicaraguayens en charge de postes gouvernementaux. Cette tension nous pose de graves questions sur le pourquoi et le comment de la présence de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui.

3e question: Qu'est-ce que le pouvoir? Une domination, un service?

Au 16e siècle, St Ignace de Loyola, fondateur de l'ordre jésuite, a interdit aux jésuites d'aspirer à la charge épiscopale ou de l'accepter, sauf disposition contraire du pape. Bien que son but ait été de purifier l'Eglise de son temps, l'Eglise corrompue de la Renaissance, "à partir de sa tête", à partir de la hiérarchie, Saint Ignace a estimé qu'il n'était pas dans mission normale des jésuites de contribuer à cette réforme "par en haut", en acceptant des fonctions hiérarchiques. Il a préféré la mobilité d'une "cavalerie légère" pour servir de la façon la plus universelle, la plus efficace et la plus humble possible. L'efficacité chez les jésuites a été la capacité de rendre des services importants, mais sans la faculté de pouvoir en même temps les imposer par l'exercice de l'autorité hiérarchique. L'efficacité apparaissait ainsi prophétiquement ouverte et audacieuse, mais source de tension avec l'autorité et, de ce fait, bien souvent conflictuelle. Ignace de Loyola n'a pas voulu grever son zèle pour la réforme de l'Eglise de l'hypothèque d'une éventuelle confusion liée à l'ambition du pouvoir. Il

savait que le chemin de la pauvreté, la "folie" aux yeux de la considération sociale et l'humble service étaient la voie de Jésus de Nazareth, et que cela seul pouvait aider la hiérarchie de l'Eglise à oeuvrer en esprit de service et à se défendre de la tentation du pouvoir.

Quatre siècles plus tard, le théologien jésuite Karl Rahner récemment décédé a mis sous la plume d'Ignace de Loyola, dans une lettre imaginaire envoyée aux jésuites du monde entier, ces quelques mots entre autres: "Evêques comme Hélder Câmara, oui vous pouvez l'être". Des évêques qui exercent leur autorité dans la perspective de la cause des pauvres et subissent de ce fait la répression et la persécution, prix payé par les pauvres dans leur lutte: oui, les jésuites pourraient l'être.

Quand on parle des prêtres nicaraguayens en charge de pouvoir politique, il faut comprendre qu'il s'agit d'une réalité à très bien saisir. Le pouvoir politique, au Nicaragua révolutionnaire, est tellement éloigné du pouvoir politique tel qu'il a été exercé dans le monde de l'eurocentrisme, que ce n'est que par analogie qu'on peut parler de pouvoir politique (6).

Le Nicaragua est un petit pays. Il est donc étonnant de le voir au centre des attentions des pouvoirs mondiaux. Le Nicaragua n'a pas de grandes ressources naturelles, il ne dispose pas de technologie propre pour pouvoir les multiplier ou transformer celles des autres. Il n'a pas non plus suffisamment d'hommes et de femmes préparés pour mener à bien l'immense tâche d'édification d'une nation, de mise en place institutionnelle, d'administration de ses faibles ressources, d'orientation du peuple pour qu'il soit à la hauteur des sacrifices et des défis de l'heure, tant à l'intérieur du pays que dans les milieux internationaux. Le Nicaragua est un pays très appauvri, avec un retard de ^{plusieurs} siècles. Jusqu'à ces dernières décennies, des pays comme le Nicaragua ne pouvaient aspirer à autre chose qu'à être des péons dans un système mondial de concurrence dans lequel les "grands" pays se disputent des zones d'influence. Quand, aujourd'hui, un pays comme le Nicaragua s'emploie à donner une dimension politique à la dignité à laquelle a droit son peuple, majoritairement pauvre, sa faiblesse se révèle évidente dans tous les domaines. Et malgré tout, son ambition continue de survivre: le Nicaragua ne veut plus être ^{un} péon, il entend devenir une nation indépendante.

Dans cette perspective, parler de pouvoir au Nicaragua c'est parler du pouvoir des faibles, des humbles au pouvoir, du pouvoir auquel aspirent les pauvres pour exercer leur droit d'avoir une place au soleil. S'efforcer, au Nicaragua, d'édifier une nation et un peuple dans l'indépendance c'est, certes, exercer le pouvoir politique, mais avec des moyens limités, en rien comparables avec ceux du pouvoir traditionnel. Quand le pouvoir est ainsi exercé, il a davantage de chances d'être une action de plus en faveur de la justice, une contribution à la fraternité et à l'égalité entre les hommes.

La dynamique même de cette faiblesse en recherche de dignité a fait obstacle, ces années-ci, à l'implantation au Nicaragua d'un Etat fort, qui s'écarterait du peuple des gens simples et qui serait à lui-même son propre dieu. Pour qui connaît la réalité nicaraguayenne, il est évident qu'ici il n'existe ni Etat-forteresse, ni parti omniscient, ni police répressive. L'armée, relativement équipée pour la défense, est inapte à tout type d'offen-

(6) L'affirmation faite ici sur l'exercice du pouvoir politique ne rend pas compte de la totalité du problème de l'action politique. Des correctifs sont effectivement apportés dans les paragraphes suivants. Sur la double logique présidant à l'action politique (le pouvoir comme système de valeurs et le pouvoir comme rapport de forces), le lecteur pourra se reporter utilement à la présentation du livre "Des prêtres au gouvernement, l'expérience du Nicaragua", Editions Karthala, pages 8 à 10 (NdT).

sive. Dans les zones de guerre où les opérations militaires de défense ont été menées avant l'implantation ou le renforcement des services sociaux de la révolution et avant l'organisation populaire, c'est là précisément qu'ont eu lieu des abus de pouvoir et des cas d'autoritarisme, rendus plus faciles par la situation militaire.

Au Nicaragua aussi le pouvoir politique est une réalité humaine contradictoire et ambiguë. Mais en dépit de toutes les erreurs, dans le bilan global, l'esprit de sacrifice et de service l'emporte sur la déification et l'autoritarisme.

Qu'un prêtre jésuite ait participé à ce pouvoir politique révolutionnaire a évidemment dépendu d'une vocation spéciale, une vocation "de frontières". C'est une vocation difficile, mais avec un objectif important: valoriser de l'intérieur tout ce qu'il y a de pouvoir chrétien dans les efforts pour mettre le pouvoir au service des plus pauvres, pour diminuer la distance entre gouvernants et gouvernés, pour freiner les tendances à la domination qui sont inhérentes à l'exercice du pouvoir. Cette tâche "aux frontières" n'est pas nouvelle chez les prêtres et chez les jésuites. Dans de nombreux autres pays du monde, il y en a eu un certain nombre qui ont, en diverses occasions historiques, accepté le risque du pouvoir, avec ce qu'il comporte de bonté et de caractéristique chrétienne, mais aussi de capacité de corruption. Un sacerdoce exclusivement réduit au culte, à la parole et à la construction de la communauté des croyants ne recouvre pas la totalité du sacerdoce chrétien.

La loi ecclésiastique qui interdit aux prêtres d'exercer le pouvoir politique traduit l'expérience humaine du pouvoir de domination, du pouvoir autoritaire. Cela a été l'expérience la plus fréquente, l'une des réalités qui ont le plus contribué à la dégradation de l'homme, et même une expérience historique faite par l'Eglise. Cependant, le pouvoir peut aussi être ordonné au service. Et la présence de chrétiens comme d'hommes honnêtes dans les structures du pouvoir politique, y compris celle de prêtres, peut être l'occasion de relever concrètement le défi lancé par Jésus au pouvoir: le faire passer de force de domination à une volonté de service, en oeuvrant à l'établissement de rapports humains sous le signe de la co-responsabilité, de l'égalité et de la fraternité.

Chaque fois que l'Eglise fait preuve dans ses structures de pouvoir d'oppression et de domination, chaque fois elle a tendance à stigmatiser le pouvoir politique comme mal absolu. On condamne le pouvoir "profane" au nom du pouvoir "sacré", et parfois par le moyen de ce dernier. Mais quand l'Eglise se présente comme servante, au niveau de ses autorités, elle comprend mieux alors l'existence d'une voie de salut pour le pouvoir politique. "Ce n'est pas la passion politique qui le pousse, mais son amour pour la patrie, pour son peuple, pour les pauvres", a dit un chrétien nicaraguayen à l'occasion de la décision du P. Cardenal. Voilà la clé. La passion pour les pauvres doit revêtir des formes politiques, mais c'est elle qui est le moteur. Quand il en est ainsi, les dangers du pouvoir peuvent être endigués.

Un résultat inattendu du conflit: le dialogue

Le 13 décembre, quelques jours seulement après l'annonce que le P. Cardenal était relevé de ses obligations juridiques vis-à-vis de la Compagnie de Jésus, l'évêque d'Esteli, Mgr Rubén López, situé dans l'une des zones de guerre au nord du Nicaragua, a publié un important document dans lequel il

se déclarait solidaire de la douleur des mères dont les fils ont été assassinés par les contre-révolutionnaires; il y lançait également un appel sérieux à la paix, comme aspiration profonde de la majorité du peuple nicaraguayen. Depuis les longues années de la guerre d'agression, c'était la première déclaration publique, au contenu sans équivoque, d'une instance hiérarchique de l'Eglise sur un thème d'une telle importance dans la vie du pays.

Le 18 décembre, l'évêque de Matagalpa, Mgr Carlos Santi, a lui aussi exprimé publiquement son désaccord sur la guerre et sur l'intervention étrangère qui la provoque, en affirmant que dans la conférence épiscopale la majorité des évêques étaient favorables à un dialogue avec le gouvernement. Il s'est également montré favorable à un dialogue des évêques avec les prêtres au gouvernement et, tout particulièrement, avec le P. Fernando Cardenal. A son propos il a fait l'éloge du rôle que celui-ci avait joué dans la campagne d'alphabétisation, ainsi que de ses qualités au poste de ministre de l'éducation, tout en notant qu'il n'y était pas inamovible.

Le 20 décembre, l'évêque auxiliaire de la Côte atlantique, Mgr Pablo Schmitz (7), a fait sur la guerre les déclarations les plus catégoriques de toutes celles émanant jusqu'à maintenant de membres de la hiérarchie catholique: "Je ne peux être d'accord - a-t-il déclaré - comme chrétien, comme capucin et comme prêtre, avec cette guerre entre l'impérialisme et le peuple nicaraguayen". Il a fait sienne l'invitation au dialogue avec le gouvernement exprimée par Mgr Santi, en demandant qu'on mette à profit pour cela les fêtes de Noël. Il a également demandé que le dialogue s'établisse "dans l'immédiat" avec Fernando Cardenal, lequel, a-t-il ajouté, a exercé toutes ses tâches "comme chrétien, comme jésuite et comme prêtre".

Le 24 décembre, après plus d'une année de rupture du dialogue, sept évêques sur les dix que compte la conférence épiscopale - dont son président, Mgr Pablo Vega, et l'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando - se sont réunis avec le commandant Daniel Ortega, président élu, avec Rodrigo Reyes, secrétaire de la junte gouvernementale, et avec René Núñez, secrétaire de la Direction nationale du FSLN. Les deux parties ont qualifié la rencontre de "positive" et décidé de poursuivre le dialogue par le biais de commissions.

Que s'est-il passé? Après le drame du P. Fernando Cardenal et avant la nouvelle phase politique inaugurée par les élections, avec ses résultats et le nouveau gouvernement, une nouvelle période de dialogue semble s'ouvrir dans les relations Eglise-Etat. Dans le passé, il y a déjà eu des moments semblables, avec détente et dialogue, mais jamais les conversations n'ont eu les résultats attendus.

Il est évident que, cette fois-ci, le moment est particulier et cela pour diverses raisons. Les élections du 4 novembre, qualifiées par "l'Osservatore Romano" de "propres et honnêtes" bien qu'"imparfaites", ont donné au gouvernement sandiniste une légitimité nouvelle, y compris aux yeux des évêques et du Vatican. Les déclarations de quelques évêques en faveur du dialogue, lequel avait toujours été offert par le gouvernement révolutionnaire, peuvent en être la conséquence et être motivées par la conviction que la détente est la volonté majoritaire du peuple nicaraguayen.

(7) C'est le lieu de rappeler que Daniel Ortega, coordinateur de la junte gouvernementale, avait assisté à l'ordination épiscopale de Mgr Schmitz, le 17 septembre 1984, comme évêque auxiliaire de Bluefields. Mgr Schmitz est d'origine nord-américaine (NdT).

L'occasion concrète de cette détente peut avoir été la douloureuse conclusion du cas du P. Fernando Cardenal et le souci qu'il a eu de ne pas approfondir les blessures pas encore fermées. L'attitude sereine et droite dans laquelle le P. Cardenal a publiquement exprimé son objection de conscience a eu de l'impact au Nicaragua et dans le monde entier; elle permet, sans aucun doute, l'ouverture des portes dans le dialogue recommencé. Ses anciens supérieurs jésuites se sont efforcés de témoigner de l'authenticité de son attitude, en précisant que leur décision concernant le P. Cardenal ne signifie aucunement un désaveu de la révolution nicaraguayenne. De nombreuses portes peuvent s'ouvrir dans le cadre d'un dialogue, si celui-ci est conduit avec authenticité. Mgr Santi a lui-même déclaré que la situation du P. Cardenal n'avait pas de raison de durer "jusqu'à la fin des temps". Favoriser le dialogue, c'est un devoir politique. C'est aussi un devoir chrétien. L'espérance des pauvres d'Amérique latine et du tiers-monde l'exige. Une espérance qui a besoin de dimensions politiques neuves pour rendre possible la vie des multitudes.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441